

Pharmacie Lafayette : retournement de situation.

Dès demain, la pharmacie pourrait reprendre ses activités



Pharmacie Lafayette : retournement de situation.

La présidente du tribunal administratif d'appel de Bordeaux qui statuait vendredi dernier sur le sursis à exécution demandé par la Pharmacie Lafayette, contrainte de cesser ses activités après le jugement du tribunal administratif de Pau le 5 juillet dernier, l'avait souligné la décision sera prise à « brefs délais ».

Ce mardi, les pharmaciens de l'officine Lafayette Hélène Guinaudy et Éric Milleret ont été avisés du sursis à exécution accordé. Un soulagement partagé par le personnel sous la menace de licenciements, dès le 4 novembre. Satisfaction aussi, on l'imagine, du côté de Christian Houriez, secrétaire général FO du Gers qui soutenait, dans cette affaire, le personnel depuis en situation de chômage partiel.

C'est un retournement total d'une situation qui échappait à l'entendement.

Après plus de quatre ans de fonctionnement à la satisfaction générale, à l'exception de celle de quatre pharmaciens de la place - qui visiblement supportent mal cette concurrence sans cependant pouvoir justifier du moindre préjudice, mais qui n'ont eu de cesse de mettre des bâtons dans les roues depuis l'origine du projet Lafayette. Les mouvements de soutiens venus de toutes parts n'ont d'ailleurs pas manqué ni aux pharmaciens, ni au personnel.

Le jugement définitif sera rendu d'ici un ou deux ans, mais à la lecture des conclusions de cette dernière décision de justice, les mis en cause par les pharmacies Cahuzac, Fieux, Mauroux et du Garros ne peuvent qu'être confiants.